L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Nouvelle-Orléans, Samedi 31 août 1861.

J. F. Weisse & Co. Rue de Chartres No 73, entre Conti et Bienville.

J. F. Weisse, F. Limet. — C. Dupuis, C. Harry. — Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans,

SAMEDI MATIN, 31 AOUT.

Abonné à la semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On désire cet arrangement.

Vente à l'encan de ce jour.

Par D. B. Murphy, à l'entrepôt Bette—Mate.

Par Ch. E. Pendall—Un boutique de barbier, un coin des rues St-Pierre et Marais.

Par Francis Fernandez, à 10 heures, à son magasin d'encan, à l'encoignure des rues Chartres et St-Louis. No 114—Quinze et maîtres, marchandises sèches, objets de l'article, porcelaine, &c.

Par le shérif, à 10 heures, au No 22, rue Jefferson, 3me District—Meubles, &c.

LE FEUILLETON. — On trouvera le feuilleton de ce jour à la seconde page.

Les hommes et la doctrine.

L'histoire fournit de nombreux exemples de palinodies chez les personnages politiques de tous les temps et de toutes les écoles. Dans la crise actuelle nous n'avons qu'à mettre le main au hasard sur l'un des généraux de Lincoln pour avoir trois chances sur quatre de trouver un homme qui renie en ce moment par ses actes la foi politique de toute sa vie.

Un de nos confrères reproduisait hier un article du *New-York Herald*, dans lequel ce journal démontrait—il y a six mois—à l'aide de faits historiques et d'arguments fort plausibles, que le Nord ne pouvait lutter contre le Sud au point de vue militaire. Mais il n'y a pas grand mérite à trouver le *Herald* en opposition avec lui-même, à dix mois de date, lorsqu'on peut le prendre en flagrant délit de contradiction, non-seulement du jour au lendemain, mais encore dans le même numéro.

Ce qui est plus important, c'est de constater qu'à quelques exceptions honorables près, tous les chefs du parti démocrate qui s'étaient distingués dans les luttes parlementaires par leurs énergiques efforts en faveur du respect des droits du Sud, de l'égalité et de la souveraineté des Etats, abandonnent subitement le culte de la doctrine pour l'adoration du veau d'or, sous l'égide du génie devant Lincoln, pour se tenir de sa faveur les grosses épaulettes dont l'éclat les avait séduits.

On peut les citer par douzaines ces faux amis du Sud qui ne cherchaient dans les candidats démocrates à la présidence que les dispensateurs des places et des contrats. C'est Butler l'ex-commandant de la forteresse Monroe, l'inventeur de la théorie de la contrebande appliquée à la confiscation des nègres, le vaincu de Grand Bethel. C'est Patterson, le spéculateur philadelphien, intéressé dans les fournitures du gouvernement et dans l'industrie sucrière de la Louisiane, fort en peine de décider entre ses deux *intérêts d'avoir*, et qui dans sa préoccupation "faute de savoir s'il devait attaquer Johnson à Winchester ou rejoindre McDowall à Alexandrie est resté en place ce qui lui a valu une décharge honorable. C'est Dickinson dont un de nos confrères relevait hier les excès de langage. Les nouveaux convertis sont toujours plus royalistes que le roi, et Dickinson, l'ex-démocrate se croit obligé d'être plus Lincolniste que Lincoln.

Parmi ceux dont le dévouement au pouvoir vient d'être récompensé par le grade de général de brigade, il en est un auquel nous nous cherchons une mention particulière, c'est Daniel E. Sickles de New York qui vient de se donner la peine d'organiser lui-même toute une brigade pour la guerre entreprise par M. Lincoln, oubliant sans doute que, le 10 de décembre 1860, il avait pris la parole dans la Chambre des Représentants à Washington pour flétrir et condamner la politique au service de laquelle il met aujourd'hui son épée avec un tête inconsidéré.

Dans ce discours Sickles déclarait que c'était une déception de penser que le bras du pouvoir arrêterait l'œuvre de désunion.

"Par ma part, disait-il, je n'ai jamais eu une telle pensée. Ce n'est pas l'opinion du peuple que je représente; et je dois vous dire en toute solennité, que tandis que la ville de New-York restera attachée à l'Union jusqu'au dernier moment, cependant quand l'appel à la force viendra—qu'il vienne d'où il pourra—aucun homme ne passera jamais les limites de la ville de New-York dans le but de faire la guerre à aucun Etat de cette Union, qui, par ses autorités constituées et par la voix de sa population aura solennellement déclaré que ses droits, ses intérêts et son honneur demandent qu'il cherche sa sécurité dans une existence séparée."

Le raisonnement tiraillait alors l'idée que l'Union dût être préservée par des armées. Elle pouvait être, selon lui, rendue perpétuelle par la justice, elle ne pouvait être maintenue un seul instant par la force. Citons encore quelques passages de ce discours.

Jefferson a dit "chaque Etat doit juger par lui-même de l'infraction au contrat, et du mode et de la mesure du redressement." Son autorité ne devrait pas paraissais avec les républicains, car ils professent une sorte de respect pharisien pour ses opinions. *Mais on dit là encore—c'est révolutionnaire.* Sans doute, c'est un mode de représailles révolutionnaires. Il n'est pas moins vrai que l'initiative révolutionnaire a précédé la sécession dans la législation et la politique du parti dominant dans les Etats du Nord. La sécession est la conséquence, non la cause d'un état de choses qui a rendu la continuation de l'adhésion à l'Union incompatible avec la sécurité de quelques uns de ses membres.

M. Sickles déclarait que l'expulsion du Sud des territoires était le renversement de la Constitution par l'acte arbitraire de la majorité, et il admettait le droit de la minorité de se soustraire à l'usurpation. "C'est alors à chaque Etat qu'il appartient de décider par lui même, en ayant égard à toutes ses obligations envers la civilisation et l'opinion du genre humain, si il restera dans l'Union en essayant de rétablir l'équilibre ou si ses intérêts seront mieux sauvegardés hors de l'Union."

Voici maintenant la théorie du général actuel de Lincoln sur la sécession et la guerre :

Qu'est ce que la sécession ? c'est l'acte d'un état souverain, déclarant son indépendance, connu sanctionné par ses citoyens agissant par l'intermédiaire de leurs assemblées délégués constituées. Ce n'est pas la nullification, ni l'insurrection, ni la sédition, ni l'invasion, ni l'acte d'une populace. Ce n'est donc pas un vote contre légal de quelques membres du fédéral jusque là supérieur aux moyens de force dont il est investi par la Constitution pour le maintien de la paix et de la tranquillité dans l'Union. Il n'en existe donc aucun pour employer la puissance militaire et navale des Etats qui restent contre un Etat qui a renoncé à l'Union, est une déclaration de guerre. Dans quel but feront nous la guerre à un Etat qui a été membre de l'Union ? Assurément on ne peut espérer que la plus heureuse pourvuite des hostilités puisse amener la reconstruction de la Gouvernement ou faire renaître un Etat séparé ! Chercherons nous à le subjuguer et à le garder comme un simple territoire par la conquête ? Ce serait construire à la théorie de notre gouvernement, qui n'a jamais acquis de territoires sans compensation, et qui n'a jamais contraint à l'allégeance des Etats indépendants sans leur consentement.

On peut juger de tout le discours par ces extraits. La responsabilité de la guerre et de ses conséquences désastreuses retombera, suivant M. Sickles, sur le parti républicain, sur ceux qui contrôlent le pouvoir fédéral. Le pays fera peser sur eux cette responsabilité; l'Europe et l'Amérique décideront de même, et l'histoire le dira aussi. A la fin de son discours, l'orateur laisse entrevoir que la ville de New-York, plutôt que de prendre part à une guerre injuste, se séparerait de l'Etat de New-York, et aujourd'hui le même homme vient de lever dans la cité impie une brigade entière qu'il va mettre bénévolement à la disposition de M. Lincoln pour maintenir par la force toutes les interprétations de pouvoir dont le président des Etats-Unis s'est rendu coupable et pour poursuivre une guerre contre laquelle s'élèvent avec indignation un décembre dernier le rapporteur du sentiment de la ville de New-York. En constatant cet alors :

"Je personnifierai ainsi ma ville : la Liberté, Patriotisme, et la Justice illuminent en opposition : elle étend les bras comme si elle voulait donner un baiser de mort vers chacun de nous, sur son front est la devise de l'empire ; son bouclier est en devise *Excelsior* ; et par terre, en accusa d'implication PAIX ; et l'aigle en votre présence la figure exquise de cette jeune fille, et je vous demanderai d'unir, et d'assembler son appel."

Après ces belles phrases de guerre à outrance, ce fanatisme, extermination du Sud, et M. Sickles brandit l'épée du général pour son frère à ceux les bras de New-York

Secession. — Dans le but de cet expédition de 4,000 hommes, mais de Morrisons Monroe, sous les ordres du général Butler, embarqué à la hâte dans la nuit d'avant de la flotte des jeunes et s'y établit un fort abandonnés complètement le colonel Max Weber, 79e régiment New-York, qui a des nouveaux prises pour capturer Hatteras, ou pour débarquer l'armée de pénétrer s'il n'y établissait ! Nous ignorons quel nouveau une simple suggestion aux autorités de la Louisiane, ou aux officiers militaires qui très bien de prendre des mesures pour protéger à l'avance et pour empêcher le débarquement de boucher hermétiquement notre port.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

(*Dépêches de l'après-midi.*)

Communication avec Louisville.

Louisville, 30 août.—Le passe au grand nombre de voyageurs sur le chemin de fer du Sud. Les trains continuent à arriver et à partir régulièrement.

Le département des postes à Washington a établi les bureaux de poste de Hickman, Columbus et Paducah dans le Kentucky et tous les bureaux et routes de postes à l'Ouest de la rivière Tennessee, excepté la route de Russellville via Cadiz et Mayfield, et d'Eddyville à Olive. Tous les bureaux de poste sur ces routes sont abolis aussi celui d'Aurora.

On sait qu'un vedette est parti du département de la guerre pour suspendre les communications télégraphiques avec le Sud. On attend l'officier chargé de l'exécuter.

L'interruption des lignes de Louisville vers le Sud refuse de suspendre les communications jusqu'à ce que les lignes soient saisies par la force ou fermées par ordre du gouvernement, ce qui aura lieu probablement à la fin de la semaine.

Nouveau décret de Lincoln.

Washington, 30 août—Le département de la guerre a publié l'acte suivant du Congrès qui rend justiciables des cours martiales les délinquants.

Attendu que le saint public requiert la mise en vigueur de cet article, en conséquence,

Il est résolu que toute correspondance ou communication verbale, écrite ou télégraphique concernant les opérations de l'armée ou les mouvements militaires, soit par terre soit par mer, ou concernant les troupes, les armaments, les retranchements, les affaires militaires, par laquelle tout renseignement direct ou indirect peut être obtenu, dans la sanction du général commandant, est défendu de la manière la plus absolue.

A partir de la date de cet ordre les personnes qui le violeront seront poursuivies.

Gouvernorats et nominations.

Baltimore, 29 août—Daniel Dougherty, éditeur du Hurricane Mail, et le général McKaig, du comté Alleghany, ont été arrêtés.

On annonce que les Confédérés prennent des mesures actives pour relier Winchester et Harrisburg par chemin de fer.

Washington, 30 août—Le général Scott a dit que dans son opinion les Confédérés feront prochainement une attaque. Les renseignements reçus portent qu'il y a des corps nombreux à Manassas et aux environs, et d'autres de rejoindre sur les routes qui partent de Richmond vers Strasburg.

Les Confédérés nie seulement gardent leurs anciennes lignes, mais ont avancé d'un demi-mille et occupent plusieurs points stratégiques importants.

(DEPÊCHES DE NUIT.)

Fort Hatteras, Caroline du Nord, attaqué par le général Butler.—Mobilisation du Fort. — 300 Confédérés faits prisonniers.

Richmond, 30 août—Le général Butler, commandant une flotte de cent canons et quatre mille hommes de troupes, est arrivé au Fort Hatteras, dans la Caroline du Nord, mardi soir, et a demandé qu'on rendit le fort. Ce qui a été refusé. Il a immédiatement ouvert un feu vigoureux, auquel le fort a répondu; malheureusement le fort manquait de munition, et après vingt décharges il fallut se rendre.

La garnison se composait de 300 hommes, sous les ordres du capitaine S. Barron, ex officier de la marine des Etats Unis.

Le fort avait été construit seulement depuis quelques mois. Il était défendu par vingt canons, lesquels sont tous tombés au pouvoir de l'ennemi.

On a indigne fort ici de ce que le fort avait été laissé sans munitions

On rapporte que W. Corcoran, le fameux banquier de Washington, a été arrêté par les Fédéraux pour ses sympathies sécessionnistes.

On croit que le bloca a été effectivement rompu par l'arrivée du navire anglais *l'Alliance*, à Beaufort, Caroline du Nord.

Une flotille de goélettes, chargées de pierres pour le Fort Monroe, remorquée par des navires, a passé par l'Alliance hundi.

Le ramasser de guerre *Patrick Henry*, autrefois le *Yorktown*, appartenant aux Confédérés, et qui fait le service de paquebot entre Richmond et New York, est, dit on, en mer et en sûreté.

Le Congrès assemble le Président à acheter un ou plusieurs steamers de guerre à hélice, qui devront être construits en Angleterre. Au son commerce ne devra être fait avec le Nord sous des peines sévères en cas d'infraction. Le Congrès donne aussi au Président le droit de répondre par une mesure semblable à la manière prise par le Nord au sujet des lettres de correspondances privées.

Le Président est en convalescence.

De Chicago.

Quincy, Illinois, 30 août.—Une dépêche spéciale envoyée au *Times* de Chicago, dit que le lieutenant Kinkley rapporte que Martin Green a pris Palmyra hier matin.

Un train spécial contenant un nombre considérable d'unis pour St-Joseph, a été attaqué et forcé de rebrousser chemin.

Confirmation de la défaite de Tyler.

Cincinnati, 30 août.—La défaite du général Tyler dans l'Ouest de la Virginie, est pleinement confirmée par les derniers rapports.

L'emprunt national.

Washington, 30 août.—Le secrétaire du Trésor, Salmon P. Chase, se propose de lancer une proclamation au sujet de l'emprunt national.

Gustave forçant le blocus.

New York, 30—On a reçu des nouvelles de Matamoras, en date de 25 courts. Une goélette anglaise qui a forcé le blocus de Newberry, Caroline du Nord, est arrivée et en est repartie pour Charleston.

Un sloop de Charleston a aussi forcé le blocus.

DE LOUISVILLE.

Louisville, 30—Des passagers de St. Louis rapportent que Jefferson City ou Boonville sont aux mains des Missouriens.

L'ex ministre Preston a fait un *speech* à Lexington, récemment, dans lequel il s'est déclaré en faveur de la neutralité, mais en disant qu'il est impossible de la maintenir. Il annonce que lorsque le conflit éclatera il sera pour le Sud.

Nouveaux détails sur la prise du fort Hatteras.

Wilmington, 30 août—Des nouvelles officielles reçues ce matin annoncent que la batterie du fort Hatteras a été prise hier à onze heures du matin, par les troupes fédérales.

Cinq cent cinquante de nos soldats ont été faits prisonniers; parmi ces prisonniers se trouvent le commandant Barrow et le colonel Bradford.

Des nouvelles plus récentes encore rapportent que le fort Hatteras et le fort Clark, qui se trouve à 2 milles au nord, ont été pris tous les deux, malgré la vive résistance et la bravoure de nos hommes.

Notre perte est supposée être de quarante morts et vingt blessés. Un autre rapport dit que nous avons eu quatre vingts hommes tués et blessés, et que tout le reste a été fait prisonnier. La garnison suivant ce rapport, était de 600 à 800 hommes. Dix à douze seulement ont réussi à s'échapper.

Prévision d'un engagement près de Falls' Church.

Des passagers arrivés par le train de Manassas aujourd'hui disent qu'une vive escarmouche a eu lieu à Falls Church, mercredi soir. L'opinion universelle est qu'il y aura un engagement général en premier jour.

En cause du Président.

Le Président est beaucoup mieux, et il a approuvé plusieurs bills aujourd'hui, lesquels n'ont pas encore été rendus publics.

Rien autre à constater pour le moment.

Suppression des journaux sécessionistes à Baltimore.

(Emprunté au *N. Y. Post.*)

Washington, 30 août — Un nouvel ordre de jour va être adressé à l'autorité militaire pour la suppression des journaux suspects, et en vertu de cet ordre, le général Dix va supprimer tous les journaux sécessionistes de Baltimore

Du Missouri.

Fayette, Mo. 30 août. — Le calssier de la banque lui a envoyé $100,000 en espèces à St-Louis.

Vingt sécessionnistes commandés par le capitaine Poindexter ont été surpris et faits prisonniers.

Le Président est en convalescence.

De Chicago.

Quincy, Illinois, 30 août.—Une dépêche spéciale envoyée au *Times* de Chicago, dit que le lieutenant Kinkley rapporte que Martin Green a pris Palmyra hier matin.

Un train spécial contenant un nombre considérable d'unis pour St-Joseph, a été attaqué et forcé de rebrousser chemin.

Confirmation de la défaite de Tyler.

Cincinnati, 30 août.—La défaite du général Tyler dans l'Ouest de la Virginie, est pleinement confirmée par les derniers rapports.

L'emprunt national.

Washington, 30 août.—Le secrétaire du Trésor, Salmon P. Chase, se propose de lancer une proclamation au sujet de l'emprunt national.

Gustave forçant le blocus.

New York, 30—On a reçu des nouvelles de Matamoras, en date de 25 courts. Une goélette anglaise qui a forcé le blocus de Newberry, Caroline du Nord, est arrivée et en est repartie pour Charleston.

Un sloop de Charleston a aussi forcé le blocus.

DE LOUISVILLE.

Louisville, 30—Des passagers de St. Louis rapportent que Jefferson City ou Boonville sont aux mains des Missouriens.

L'ex ministre Preston a fait un *speech* à Lexington, récemment, dans lequel il s'est déclaré en faveur de la neutralité, mais en disant qu'il est impossible de la maintenir. Il annonce que lorsque le conflit éclatera il sera pour le Sud.

Nouveaux détails sur la prise du fort Hatteras.

Wilmington, 30 août—Des nouvelles officielles reçues ce matin annoncent que la batterie du fort Hatteras a été prise hier à onze heures du matin, par les troupes fédérales.

Cinq cent cinquante de nos soldats ont été faits prisonniers; parmi ces prisonniers se trouvent le commandant Barrow et le colonel Bradford.

Des nouvelles plus récentes encore rapportent que le fort Hatteras et le fort Clark, qui se trouve à 2 milles au nord, ont été pris tous les deux, malgré la vive résistance et la bravoure de nos hommes.

Notre perte est supposée être de quarante morts et vingt blessés. Un autre rapport dit que nous avons eu quatre vingts hommes tués et blessés, et que tout le reste a été fait prisonnier. La garnison suivant ce rapport, était de 600 à 800 hommes. Dix à douze seulement ont réussi à s'échapper.

Fortification d'un engagement près de Falls' Church.

Des passagers arrivés par le train de Manassas aujourd'hui disent qu'une vive escarmouche a eu lieu à Falls Church, mercredi soir. L'opinion universelle est qu'il y aura un engagement général en premier jour.

En cause du Président.

Le Président est beaucoup mieux, et il a approuvé plusieurs bills aujourd'hui, lesquels n'ont pas encore été rendus publics.

Rien autre à constater pour le moment.

Suppression des journaux sécessionistes à Baltimore.

(Emprunté au *N. Y. Post.*)

Washington, 30 août — Un nouvel ordre de jour va être adressé à l'autorité militaire pour la suppression des journaux suspects, et en vertu de cet ordre, le général Dix va supprimer tous les journaux sécessionistes de Baltimore

Du Missouri.

Fayette, Mo. 30 août. — Le calssier de la banque lui a envoyé $100,000 en espèces à St-Louis.

Vingt sécessionnistes commandés par le capitaine Poindexter ont été surpris et faits prisonniers.

Lincoln au gouverneur Magoffin, du Kentucky.

Louisville, 30 août.—On rapporte que la lettre de Lincoln au gouverneur Magoffin est consolante, et sera guidée par l'action de la législature.

Pas de nouvelles des camps.

Washington, 30 août. — Nous n'avons reçu aujourd'hui aucune nouvelle du camp de la Virginie.

Le marché au coton de New York.—New York, 30 août.—Les ventes de coton ont été aujourd'hui de 2,000 balles, à 19 1/2 cts.

NOUVELLES D'EUROPE.

ARRIVÉE DU STEAMER ARAGO.

Cap Race, 30 août.—Le steamship *Arago* a débarqué la poste aujourd'hui, se rendant à New-York, et apportant des nouvelles de Liverpool jusqu'au 21 courant.

Le steamer *Etna* ayant brisé son balancier, a été forcé de revenir pour réparer ses avaries.

Marché au coton de Liverpool.—Liverpool, 21 août—Les ventes de coton tenu et aurait eu sont élevées à 30,000 balles. Les spéculateurs et les exportateurs en ont pris 12,000 à une prime variant de 1/16 à 1/8 d. Le marché a formé calme, mais avec une tendance à la hausse. La baisse se fait surtout sentir sur les moyennes à inférieures

LES PETITS MOYENS. — Il n'y a pas lieu de s'étonner de peu d'enthousiasme des populations du Nord à s'enrôler dans l'armée de Lincoln. Quand les soldats sont nourris, mal logés, veulent réclamer, on les pince entre plusieurs bataillons d'artillerie, et sous la menace de la mitraille on les fait rentrer dans l'ordre, ou même on arrête un certain nombre qu'on envoie aux travaux forcés à Tortugas. Mon concours de ces actes de rigueur, Lincoln a imaginé un autre moyen de punir les insoumis. Il a envoyé à New York l'ordre d'enrôler des électeurs dans le but de sauver les familles des volontaires dans le régiment desquels il y a eu des révoltes. Quand on saura que des membres du 79e, régiment cet prétendu bien connu de la 23 courant au bureau des recrues, on les a renvoyées sans argent parce que le 79e s'était mutiné à Washington. L'aspect de ces malheureuses presque toutes chargées d'enfants et privées dans de leur seul ressource de pain était véritablement navrant, dit un journal. Un pareil trait peint la barbarie du système de Lincoln.

Recorder Guestwood—Thomas Vinchorio et Félix Redenne étaient accusés, par Jean Dupeyrat, locataire du marché Saint-Louis, d'avoir violé les ordonnances de ce marché. Le rapporteur Gentzel a rendu hier le dévoré suivant: "Les tribunaux n'ont que les ordonnances de la ville qui ont été votées dans ce but, mais il n'est d'ailleurs hors de cour parce que le fermier a permis qu'elles fussent à son préjudice. Le tribunal ne fixera donc en cette de justice en appliquant ces ordonnances aux accusés; il croit que la commission de veiller à ce qu'elles soient maintenues."

Le lieutenant Ramel déclare avoir découvert, le 14 de courant, dans la malle de Carlo Rodriguez, dans le magasin de ce dernier, à l'Abattoir de la Marine, rue de la Vieille Levée, des marchandises et d'un vêtements volés le 9 juillet, dans le magasin de M. Marquez, en rapport de chez l'hôtel. Rodriguez a été arrêté hier lui reconnu en attendant l'interrogatoire.

Mme Hippolyte Bouquet et ses femmes, Ernest Mateo, qui possédaient une ferme sur le chemin de Gentilly et que le chef de la police avait arrêtées la demande de leurs voisins qui les accusent de maltraiter leurs esclaves, ont été acquittés. Les plaignants n'ont pas osé se présenter.

Antonio Desarri, accusé de violation des ordonnances de marché, a été renvoyé de la plainte.

Louise Aubert a fait arrêter Jean Gallico, h. c. l., et Antoine Michel, ouvrier de Mme Michel Debergas, f. c. l. Elle les accuse de l'avoir insultée dans la rue.

Mme Joséphine Gilbert qu'on affirmait accusait d'avoir insulté Mme B. Hofman, a été acquittée, la plaignante étant malade et ne pouvant se présenter au Cour.

Mme Klen Schuler dit qu'elle a été insultée, chez elle, par Charles Lienhart.

Accidents.—M. Bench a pratiqué hier la levée du corps de James Morgan trouvé flottant dans le fleuve, au face de la rue Des Ursins. Quatrième District.

James est né à New-York et avait dix ans. Il était employé dans une fabrique de la rue Tchoupitoulas et s'est noyé en remplissant une bouteille d'eau dans le fleuve.

Mme Marchesi.—Il a été distribué, hier, au soir, des prospectus à trente cents notamment familles.

Les pouvres ont reçu—

55 boîtes de farine de maïs; 2 de de blé à meudre; 11 de de riz; 7 de de sucre; 2 de de fèves; 300 livres d'amidon; 2 sacs de pois secs; 2 de sucre; 2 de café; 2 de terre; 2 sacs d'oignons; 11 barils et demi de bœuf salé; la viande de deux bœufs, d'un veau et de deux moutons; 6 boîtes et demi de saindoux; 1,050 pains; 1 sac de riz; 12 jambons; 1 baril et demi de choucroute; des haricots, de la moutarde, des bougies, &c.

Washington, 21 août—Cette journée a été intéressante pour les soldats campés dans les environs de Washington. Le président Lincoln, les secrétaires Cameron, Chase et Seward, accompagnés du général McClellan et de leurs états-majors ont visité les différents campements par la rive droite du Potomac. Le temps était beau.

L'aspect des troupes était admirable, et le général McClellan a été reçu avec le plus grand enthousiasme. On a fait à M. Lincoln les mêmes réglementaires.

Les articles des journaux qui attaquent les mesures prises par rapport à l'esclavage sont aussi attaques contre le pays, et leurs auteurs sont accusés de déconsidération. Ce sujet attire grandement l'attention à Washington, quoiqu'il soit bien que la condition de nègre qui veulent contribuer les actes du gouvernement et désigner ces efforts pour sauver la patrie de la ruine et des projets de l'ennemi.

Le major W. S. Barry, commandant d'artillerie au membre de l'état major de général McClellan, a été nommé aujourd'hui brigadier général des volontaires.

La logique et la liberté.

Le *Courrier des Etats Unis* fait des réflexions fort sensées quoique exprimées avec beaucoup de modération sur les actes contradictoires et anti libéraux de l'administration fédérale. Voici l'article qu'il publie dans son numéro du 29 courant :

La guerre, qui continue à commueiller, nous donne le loisir de commencer aujourd hui quelques lignes de notre journal. Nous ne pouvons contenir les actes du gouvernement et désigner ces efforts pour sauver la patrie de la ruine et des projets de l'ennemi.

Or, sommes nous dans un des cas où le gouvernement peut invoquer dans la cause l'attaque dans son essence et dans ses existence, et par conséquent il devient justifiable d'employer la contrainte pour faire taire ses nouvelleurs ? Nous sommes loin de le penser. M. Lincoln a dit, il est vrai, avant qu'on songeait à le remplacer avant l'expiration légale de ses pouvoirs; nous le répétons, à laquelle il eût été dans son droit de répondre par une mesure de rigueur, lui a été adressée par une des feuilles qui lui sont dévouées, non par un des organes de l'opposition. Ceux ci n'ont pas proféré une seule parole, écrit une seule ligne, susceptible d'être considérées comme un péril direct ou indirect pour les institutions républicaines, les bases constitutionnelles ou l'organisation gouvernementale. Ils se sont au contraire attachés, ils s'attachent encore tous les jours à demander que le peuple soit consulté, que les pouvoirs légaux, sur des questions pendantes, ce qui est naturellement conforme en tous point avec les principes fondamentaux du *self-government*. Du moment où elle cesse de respecter les droits de la minorité, les institutions du pays, la presse a droit d'invoquer sans réserve les garanties que ces institutions lui accordent.

Il est vrai que la forme du gouvernement n'en paraît pas en péril, l'intégrité de la Confédération n'y trouve. Mais ou ne saurait parler de la pour prétendre que l'autorité est seul juge des moyens de sauver le pays, qu'il a raison d'étouffer toute voix qui ne fait pas chorus avec lui. Ce qu'il croit être la route de salut peut être la chemin de la perte, et la nation doit conserver la faculté d'intervenir, par voie de discussion, dans des mesures dont dépendent ses destinées. Si l'opposition de la presse entrave la politique du gouvernement, c'est qu'elle trouve un écho dans le public, c'est que la politique qu'elle combat n'est point celle de la nation ; et loin que ce puisse être là un motif pour lui imposer silence, ce devient au contraire la preuve qu'elle fait de son franc parler en usage utile et approuvé au milieu par une partie du pays.

Ces observations nous ont paru opportunes, lorsque un article publié dans le *Ledger* par M. Edward Everett, semble à la veille de devenir le point de départ d'une croisade en règle contre la liberté de la presse. Cet homme d'état trouve que cette liberté va trop loin en ce moment, et plusieurs de nos confrères républicains en sont tout cette idée avec plus d'ardeur que de réflexion.

Que la vérité nous soit connue, que le chemin que l'on suive soit reconnu par tous, la chaleur et des plaies ne nous empêchent pas de nous guider dans la voie de la vérité.

Le numéro du 29 courant contient une partie de la liste de ceux qui ont été arrêtés depuis le commencement de la guerre. Ce sont des citoyens d'état en Etat qui ont été arrêtés depuis le commencement de la guerre. Ce sont des citoyens d'état en Etat qui ont été arrêtés depuis le commencement de la guerre.

Le numéro du 29 courant contient une partie de la liste de ceux